

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1990 Nr. 44

A. TITEL

*Protocol bij de Schikking van Madrid betreffende de internationale
inschrijving van merken;
Madrid, 28 juni 1989*

B. TEKST¹⁾

**Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant
l'enregistrement international des marques adopté à Madrid
le 27 juin 1989**

Article premier

Appartenance à l'Union de Madrid

Les Etats parties au présent Protocole (dénommés ci-après «les Etats contractants»), même s'ils ne sont pas parties à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques révisé à Stockholm en 1967 et modifié en 1979 (ci-après dénommé «l'Arrangement de Madrid (Stockholm)»), et les organisations visées à l'article 14.1)b) qui sont parties au présent Protocole (dénommées ci-après «les organisations contractantes») sont membres de la même Union dont sont membres les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm). Dans le présent Protocole, l'expression «parties contractantes» désigne aussi bien les Etats contractants que les organisations contractantes.

Article 2

Obtention de la protection par l'enregistrement international

1. Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque a été déposée auprès de l'Office d'une partie contractante, ou lorsqu'une marque a été enregistrée dans le registre de l'Office d'une partie contractante, la personne qui est le déposant de cette demande (ci-après dénommée «la demande de base») ou le titulaire de cet enregistrement (ci-après dénommée «l'enregistrement de base») peut, sous réserve des dispositions du présent Protocole, s'assurer la protection de sa marque sur le territoire des parties contractantes, en obtenant l'enregistrement de cette marque dans le registre du Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommés respectivement «l'enregistrement international», «le registre international», «le Bureau international» et «l'Organisation»), sous réserve que,

- i) lorsque la demande de base a été déposée auprès de l'Office d'un Etat contractant ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit un

¹⁾ De Spaanse tekst is niet afgedrukt.

**Protocol Relating to the Madrid Agreement Concerning the
International Registration of Marks adopted at Madrid
on June 27, 1989**

Article 1

Membership in the Madrid Union

The States party to this Protocol (hereinafter referred to as "the Contracting States"), even where they are not party to the Madrid Agreement Concerning the International Registration of Marks as revised at Stockholm in 1967 and as amended in 1979 (hereinafter referred to as "the Madrid (Stockholm) Agreement"), and the organizations referred to in Article 14.1b) which are party to this Protocol (hereinafter referred to as "the Contracting Organizations") shall be members of the same Union of which countries party to the Madrid (Stockholm) Agreement are members. Any reference in this Protocol to "Contracting Parties" shall be construed as a reference to both Contracting States and Contracting Organizations.

Article 2

Securing Protection through International Registration

1. Where an application for the registration of a mark has been filed with the Office of a Contracting Party, or where a mark has been registered in the register of the Office of a Contracting Party, the person in whose name that application (hereinafter referred to as "the basic application") or that registration (hereinafter referred to as "the basic registration") stands may, subject to the provisions of this Protocol, secure protection for his mark in the territory of the Contracting Parties, by obtaining the registration of that mark in the register of the International Bureau of the World Intellectual Property Organization (hereinafter referred to as "the international registration," "the International Register," "the International Bureau" and "the Organization," respectively) provided that,

- (i) where the basic application has been filed with the Office of a Contracting State or where the basic registration has been made by such an Office, the person in whose name that application or registration stands is a national of that Contracting State, or is

ressortissant de cet Etat contractant ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, dans ledit Etat contractant;

- ii) lorsque la demande de base a été déposée auprès de l'Office d'une organisation contractante ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit le ressortissant d'un Etat membre de cette organisation contractante ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, sur le territoire de ladite organisation contractante,

2. La demande d'enregistrement international (dénommée ci-après «la demande internationale») doit être déposée auprès du Bureau international par l'intermédiaire de l'Office auprès duquel la demande de base a été déposée ou par lequel l'enregistrement de base a été effectué (ci-après dénommé «l'Office d'origine»), selon le cas.

3. Dans le présent Protocole, le terme «Office» ou «Office d'une partie contractante» désigne l'office qui est chargé, pour le compte d'une partie contractante, de l'enregistrement des marques, et le terme «marques» désigne aussi bien les marques de produits que les marques de services.

4. Dans le présent Protocole, on entend par «territoire d'une partie contractante», lorsque la partie contractante est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque la partie contractante est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale.

Article 3

Demande internationale

1. Toute demande internationale faite en vertu du présent Protocole devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. L'Office d'origine certifiera que les indications qui figurent dans la demande internationale correspondent à celles qui figurent, au moment de la certification, dans la demande de base ou l'enregistrement de base, selon le cas. En outre, ledit Office indiquera,

- i) dans le cas d'une demande de base, la date et le numéro de cette demande,
- ii) dans le cas d'un enregistrement de base, la date et le numéro de cet enregistrement ainsi que la date et le numéro de la demande dont est issu l'enregistrement de base.

L'Office d'origine indiquera également la date de la demande internationale.

domiciled, or has a real and effective industrial or commercial establishment, in the said Contracting State,

- (ii) where the basic application has been filed with the Office of a Contracting Organization or where the basic registration has been made by such an Office, the person in whose name that application or registration stands is a national of a State member of that Contracting Organization, or is domiciled, or has a real and effective industrial or commercial establishment, in the territory of the said Contracting Organization.

2. The application for international registration (hereinafter referred to as "the international application") shall be filed with the International Bureau through the intermediary of the Office with which the basic application was filed or by which the basic registration was made (hereinafter referred to as "the Office of origin"), as the case may be.

3. Any reference in this Protocol to an "Office" or an "Office of a Contracting Party" shall be construed as a reference to the office that is in charge, on behalf of a Contracting Party, of the registration of marks, and any reference in this Protocol to "marks" shall be construed as a reference to trademarks and service marks.

4. For the purposes of this Protocol, "territory of a Contracting Party" means, where the Contracting Party is a State, the territory of that State and, where the Contracting Party is an intergovernmental organization, the territory in which the constituting treaty of that intergovernmental organization applies.

Article 3

International Application

1. Every international application under this Protocol shall be presented on the form prescribed by the Regulations. The Office of origin shall certify that the particulars appearing in the international application correspond to the particulars appearing, at the time of the certification, in the basic application or basic registration, as the case may be. Furthermore, the said Office shall indicate,

- (i) in the case of a basic application, the date and number of that application,
- (ii) in the case of a basic registration, the date and number of that registration as well as the date and number of the application from which the basic registration resulted.

The Office of origin shall also indicate the date of the international application.

2. Le déposant devra indiquer les produits et les services pour lesquels la protection de la marque est revendiquée, ainsi que, si possible, la ou les classes correspondantes, d'après la classification établie par l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. Si le déposant ne donne pas cette indication, le Bureau international classera les produits et les services dans les classes correspondantes de ladite classification. L'indication des classes donnée par le déposant sera soumise au contrôle du Bureau international, qui l'exercera en liaison avec l'Office d'origine. En cas de désaccord entre ledit Office et le Bureau international, l'avis de ce dernier sera déterminant.

3. Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu

- i) de le déclarer et d'accompagner sa demande internationale d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;
- ii) de joindre à sa demande internationale des exemplaires en couleur de ladite marque, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international; le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

4. Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 2. L'enregistrement international portera la date à laquelle la demande internationale a été reçue par l'Office d'origine pourvu que la demande internationale ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date. Si la demande internationale n'a pas été reçue dans ce délai, l'enregistrement international portera la date à laquelle ladite demande internationale a été reçue par le Bureau international. Le Bureau international notifiera sans retard l'enregistrement international aux Offices intéressés. Les marques enregistrées dans le registre international seront publiées dans une gazette périodique éditée par le Bureau international, sur la base des indications contenues dans la demande internationale.

5. En vue de la publicité à donner aux marques enregistrées dans le registre international, chaque Office recevra du Bureau international un nombre d'exemplaires gratuits et un nombre d'exemplaires à prix réduit de ladite gazette dans les conditions fixées par l'Assemblée visée à l'article 10 (ci-après dénommée «l'Assemblée»). Cette publicité sera considérée comme suffisante aux fins de toutes les parties contractantes, et aucune autre ne pourra être exigée du titulaire de l'enregistrement international.

2. The applicant must indicate the goods and services in respect of which protection of the mark is claimed and also, if possible, the corresponding class or classes according to the classification established by the Nice Agreement Concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks. If the applicant does not give such indication, the International Bureau shall classify the goods and services in the appropriate classes of the said classification. The indication of classes given by the applicant shall be subject to control by the International Bureau, which shall exercise the said control in association with the Office of origin. In the event of disagreement between the said Office and the International Bureau, the opinion of the latter shall prevail.

3. If the applicant claims color as a distinctive feature of his mark, he shall be required

- (i) to state the fact, and to file with his international application a notice specifying the color or the combination of colors claimed;
- (ii) to append to his international application copies in color of the said mark, which shall be attached to the notifications given by the International Bureau; the number of such copies shall be fixed by the Regulations.

4. The International Bureau shall register immediately the marks filed in accordance with Article 2. The international registration shall bear the date on which the international application was received in the Office of origin, provided that the international application has been received by the International Bureau within a period of two months from that date. If the international application has not been received within that period, the international registration shall bear the date on which the said international application was received by the International Bureau. The International Bureau shall notify the international registration without delay to the Offices concerned. Marks registered in the International Register shall be published in a periodical gazette issued by the International Bureau, on the basis of the particulars contained in the international application.

5. With a view to the publicity to be given to marks registered in the International Register, each Office shall receive from the International Bureau a number of copies of the said gazette free of charge and a number of copies at a reduced price, under the conditions fixed by the Assembly referred to in Article 10 (hereinafter referred to as "the Assembly"). Such publicity shall be deemed to be sufficient for the purposes of all the Contracting Parties, and no other publicity may be required of the holder of the international registration.

Article 3^{bis}*Effet territorial*

La protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à une partie contractante qu'à la requête de la personne qui dépose la demande internationale ou qui est titulaire de l'enregistrement international. Toutefois, une telle requête ne peut être faite à l'égard d'une partie contractante dont l'Office est l'Office d'origine.

Article 3^{ter}*Requête en «extension territoriale»*

1. Toute requête en extension à une partie contractante de la protection résultant de l'enregistrement international devra faire l'objet d'une mention spéciale dans la demande internationale.

2. Une requête en extension territoriale peut aussi être faite postérieurement à l'enregistrement international. Une telle requête devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. Elle sera immédiatement inscrite par le Bureau international, qui notifiera sans retard cette inscription à l'Office ou aux Offices intéressés. Cette inscription sera publiée dans la gazette périodique du Bureau international. Cette extension territoriale produira ses effets à partir de la date à laquelle elle aura été inscrite au registre international; elle cessera d'être valable à l'échéance de l'enregistrement international auquel elle se rapporte.

Article 4

Effets de l'enregistrement international

1. a) A partir de la date de l'enregistrement ou de l'inscription effectué selon les dispositions des articles 3 et 3^{ter}, la protection de la marque dans chacune des parties contractantes intéressées sera la même que si cette marque avait été déposée directement auprès de l'Office de cette partie contractante. Si aucun refus n'a été notifié au Bureau international conformément à l'article 5.1) et 2) ou si un refus notifié conformément audit article a été retiré ultérieurement, la protection de la marque dans la partie contractante intéressée sera, à partir de ladite date, la même que si cette marque avait été enregistrée par l'Office de cette partie contractante.

b) L'indication des classes de produits et de services prévue à l'article 3 ne lie pas les parties contractantes quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque.

2. Tout enregistrement international jouira du droit de priorité

Article 3^{bis}*Territorial Effect*

The protection resulting from the international registration shall extend to any Contracting Party only at the request of the person who files the international application or who is the holder of the international registration. However, no such request can be made with respect to the Contracting Party whose Office is the Office of origin.

Article 3^{ter}*Request for "Territorial Extension"*

1. Any request for extension of the protection resulting from the international registration to any Contracting Party shall be specially mentioned in the international application.

2. A request for territorial extension may also be made subsequently to the international registration. Any such request shall be presented on the form prescribed by the Regulations. It shall be immediately recorded by the International Bureau, which shall notify such recordal without delay to the Office or Offices concerned. Such recordal shall be published in the periodical gazette of the International Bureau. Such territorial extension shall be effective from the date on which it has been recorded in the International Register; it shall cease to be valid on the expiry of the international registration to which it relates.

Article 4

Effects of International Registration

1. a) From the date of the registration or recordal effect in accordance with the provisions of Articles 3 and 3^{ter}, the protection of the mark in each of the Contracting Parties concerned shall be the same as if the mark had been deposited direct with the Office of that Contracting Party. If no refusal has been notified to the International Bureau in accordance with Article 5.1) and 2) or if a refusal notified in accordance with the said Article has been withdrawn subsequently, the protection of the mark in the Contracting Party concerned shall, as from the said date, be the same as if the mark had been registered by the Office of that Contracting Party.

b) The indication of classes of goods and services provided for in Article 3 shall not bind the Contracting Parties with regard to the determination of the scope of the protection of the mark.

2. Every international registration shall enjoy the right of priority

établi par l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues à la lettre D dudit article.

Article 4^{bis}

Remplacement d'un enregistrement national ou régional par un enregistrement international

1. Lorsqu'une marque qui est l'objet d'un enregistrement national ou régional auprès de l'Office d'une partie contractante est également l'objet d'un enregistrement international et que les deux enregistrements sont inscrits au nom de la même personne, l'enregistrement national ou régional, sans préjudice des droits acquis par le fait de ce dernier, sous réserve que

- i) la protection résultant de l'enregistrement international s'étende à ladite partie contractante selon l'article 3^{1er} 1) ou 2),
- ii) tous les produits et services énumérés dans l'enregistrement national ou régional soient également énumérés dans l'enregistrement international à l'égard de ladite partie contractante,
- iii) l'extension susvisée prenne effet après la date de l'enregistrement national ou régional.

2. L'Office visé à l'alinéa 1) est, sur demande, tenu de prendre note, dans son registre, de l'enregistrement international.

Article 5

Refus et invalidation des effets de l'enregistrement international à l'égard de certaines parties contractantes

1. Lorsque la législation applicable l'y autorise, l'Office d'une partie contractante auquel le Bureau international a notifié une extension à cette partie contractante, selon l'article 3^{1er} 1) ou 2), de la protection résultant d'un enregistrement international aura la faculté de déclarer dans une notification de refus que la protection ne peut pas être accordée dans ladite partie contractante à la marque qui fait l'objet de cette extension. Un tel refus ne pourra être fondé que sur les motifs qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dans le cas d'une marque déposée directement auprès de l'Office qui notifie le refus. Toutefois, la protection ne pourra être refusée, même partiellement, pour le seul motif que la législation applicable n'autoriserait l'enregistrement que dans un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de produits ou de services.

2. a) Tout Office qui voudra exercer cette faculté devra notifier son refus au Bureau international, avec l'indication de tous les motifs,

provided for by Article 4 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, without it being necessary to comply with the formalities prescribed in Section D of that Article.

Article 4^{bis}

Replacement of a National or Regional Registration by an International Registration

1. Where a mark that is the subject of a national or regional registration in the Office of a Contracting Party is also the subject of an international registration and both registrations stand in the name of the same person, the international registration is deemed to replace the national or regional registration, without prejudice to any rights acquired by virtue of the latter, provided that

- (i) the protection resulting from the international registration extends to the said Contracting Party under Article 3^{ter} 1) or 2),
- (ii) all the goods and services listed in the national or regional registration are also listed in the international registration in respect of the said Contracting Party,
- (iii) such extension takes effect after the date of the national or regional registration.

2. The Office referred to in paragraph 1 shall, upon request, be required to take note in its register of the international registration.

Article 5

Refusal and Invalidation of Effects of International Registration in Respect of Certain Contracting Parties

1. Where the applicable legislation so authorizes, any Office of a Contracting Party which has been notified by the International Bureau of an extension to that Contracting Party, under Article 3^{ter} 1) or 2, of the protection resulting from the international registration shall have the right to declare in a notification of refusal that protection cannot be granted in the said Contracting Party to the mark which is the subject of such extension. Any such refusal can be based only on the grounds which would apply, under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, in the case of a mark deposited direct with the Office which notifies the refusal. However, protection may not be refused, even partially, by reason only that the applicable legislation would permit registration only in a limited number of classes or for a limited number of goods or services.

2. a) Any Office wishing to exercise such right shall notify its refusal to the International Bureau, together with a statement of all

dans le délai prévu par la loi applicable à cet Office et au plus tard, sous réserve des sous-alinéas b) et c), avant l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle la notification de l'extension visée à l'alinéa 1) a été envoyée à cet Office par le Bureau international.

b) Nonobstant le sous-alinéa a), toute partie contractante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du présent Protocole, le délai d'un an visé au sous-alinéa a) est remplacé par 18 mois.

c) Une telle déclaration peut en outre préciser que, lorsqu'un refus de protection peut résulter d'une opposition à l'octroi de la protection, ce refus peut être notifié au Bureau international par l'Office de ladite partie contractante après l'expiration du délai de 18 mois. Un tel Office peut, à l'égard d'un enregistrement international donné, notifier un refus de protection après l'expiration du délai de 18 mois, mais seulement si

i) il a, avant l'expiration du délai de 18 mois, informé le Bureau international de la possibilité que des oppositions soient déposées après l'expiration du délai de 18 mois, et que

ii) la notification du refus fondé sur une opposition est effectuée dans un délai maximum de sept mois à compter de la date à laquelle commence à courir le délai d'opposition; si le délai d'opposition expire avant les sept mois, la notification doit être effectuée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration dudit délai d'opposition.

d) Toute déclaration selon les sous-alinéas b) ou c) peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «la Directeur général»), ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.

e) A l'expiration d'une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, l'Assemblée procédera à une vérification du fonctionnement du système établi par les sous-alinéas a) à d). Après cela, les dispositions desdits sous-alinéas pourront être modifiées par une décision unanime de l'Assemblée.

3. Le Bureau international transmettra sans retard au titulaire de l'enregistrement international un des exemplaires de la notification de refus. Ledit titulaire aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été directement déposée par lui auprès de l'Office qui a notifié son refus. Lorsque le Bureau international aura reçu une

grounds, within the period prescribed by the law applicable to that Office and at the latest, subject to subparagraphs b) and c), before the expiry of one year from the date on which the notification of the extension referred to in paragraph 1 has been sent to that Office by the International Bureau.

b) Notwithstanding subparagraph a), any Contracting Party may declare that, for international registrations made under this Protocol, the time limit of one year referred to in subparagraph a) is replaced by 18 months.

c) Such declaration may also specify that, when a refusal of protection may result from an opposition to the granting of protection, such refusal may be notified by the Office of the said Contracting Party to the International Bureau after the expiry of the 18-month time limit. Such an Office may, with respect to any given international registration, notify a refusal of protection after the expiry of the 18-month time limit, but only if

- (i) it has, before the expiry of the 18-month time limit, informed the International Bureau of the possibility that oppositions may be filed after the expiry of the 18-month time limit, and
- (ii) the notification of the refusal based on an opposition is made within a time limit of not more than seven months from the date on which the opposition period begins; if the opposition period expires before this time limit of seven months, the notification must be made within a time limit of one month from the expiry of the opposition period.

d) Any declaration under subparagraphs b) or c) may be made in the instruments referred to in Article 14.2), and the effective date of the declaration shall be the same as the date of entry into force of this Protocol with respect to the State or intergovernmental organization having made the declaration. Any such declaration may also be made later, in which case the declaration shall have effect three months after its receipt by the Director General of the Organization (hereinafter referred to as "the Director General"), or at any later date indicated in the declaration, in respect of any international registration whose date is the same as or is later than the effective date of the declaration.

e) Upon the expiry of a period of ten years from the entry into force of this Protocol, the Assembly shall examine the operation of the system established by subparagraphs a) to d). Thereafter, the provisions of the said subparagraphs may be modified by a unanimous decision of the Assembly.

3. The International Bureau shall, without delay, transmit one of the copies of the notification of refusal to the holder of the international registration. The said holder shall have the same remedies as if the mark had been deposited by him direct with the Office which has notified its refusal. Where the International Bureau has received

information selon l'alinéa 2) c)i), il transmettra sans retard ladite information au titulaire de l'enregistrement international.

4. Les motifs de refus d'une marque seront communiqués par le bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

5. Tout Office qui n'a pas notifié au Bureau international, à l'égard d'un enregistrement international donné, un refus provisoire ou définitif, conformément aux alinéas 1) et 2), perdra, à l'égard de cet enregistrement international, le bénéfice de la faculté prévue à l'alinéa 1.

6. L'invalidation, par les autorités compétentes d'une partie contractante, des effets, sur le territoire de cette partie contractante, d'un enregistrement international ne pourra être prononcée sans que le titulaire de cet enregistrement international ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en temps utile. L'invalidation sera notifiée au Bureau international.

Article 5^{bis}

Pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments de la marque

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Offices des parties contractantes, seront dispensées de toute légalisation, ainsi que de toute certification autre que celle de l'Office d'origine.

Article 5^{ter}

Copie des mentions figurant au registre international; recherches d'antériorité; extraits du registre international

1. Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant le paiement d'une taxe fixée par le règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le registre international relativement à une marque déterminée.

2. Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques qui font l'objet d'enregistrements internationaux.

3. Les extraits du registre international demandés en vue de leur

information under paragraph 2c)(i), it shall, without delay, transmit the said information to the holder of the international registration.

4. The grounds for refusing a mark shall be communicated by the International Bureau to any interested party who may so request.

5. Any Office which has not notified, with respect to a given international registration, any provisional or final refusal to the International Bureau in accordance with paragraphs 1) and 2) shall, with respect to that international registration, lose the benefit of the right provided for in paragraph 1).

6. Invalidation, by the competent authorities of a Contracting Party, of the effects, in the territory of that Contracting Party, of an international registration may not be pronounced without the holder of such international registration having, in good time, been afforded the opportunity of defending his rights. Invalidation shall be notified to the International Bureau.

Article 5^{bis}

Documentary Evidence of Legitimacy of Use of Certain Elements of the Mark

Documentary evidence of the legitimacy of the use of certain elements incorporated in a mark, such as armorial bearings, escutcheons, portraits, honorary distinctions, titles, trade names, names of persons other than the name of the applicant, or other like inscriptions, which might be required by the Offices of the Contracting Parties shall be exempt from any legalization as well as from any certification other than that of the Office of origin.

Article 5^{ter}

Copies of Entries in International Register; Searches for Anticipations; Extracts from International Register

1. The International Bureau shall issue to any person applying therefor, upon the payment of a fee fixed by the Regulations, a copy of the entries in the International Register concerning a specific mark.

2. The International Bureau may also, upon payment, undertake searches for anticipations among marks that are the subject of international registrations.

3. Extracts from the International Register requested with a view to

production dans une des parties contractantes seront dispensés de toute légalisation.

Article 6

Durée de validité de l'enregistrement international; dépendance et indépendance de l'enregistrement international

1. L'enregistrement d'une marque au Bureau international est effectué pour dix ans, avec possibilité de renouvellement dans les conditions fixées à l'article 7.

2. A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, celui-ci devient indépendant de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, sous réserve des dispositions suivantes.

3. La protection résultant de l'enregistrement international, ayant ou non fait l'objet d'une transmission, ne pourra plus être invoquée si, avant l'expiration de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, la demande de base ou l'enregistrement qui en est issu, ou l'enregistrement de base, selon le cas, a fait l'objet d'un retrait, a expiré ou a fait l'objet d'une renonciation ou d'une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, à l'égard de l'ensemble ou de certains des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international. Il en sera de même si

- i) un recours contre une décision refusant les effets de la demande de base,
- ii) une action visant au retrait de la demande de base ou à la révocation, à la radiation ou à l'invalidation de l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou de l'enregistrement de base, ou
- iii) une opposition à la demande de base

aboutit, après l'expiration de la période de cinq ans, à une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, ou exigeant le retrait, de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, à condition que le recours, l'action ou l'opposition en question ait commencé avant l'expiration de ladite période. Il en sera aussi de même si la demande de base est retirée, ou si l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou l'enregistrement de base, fait l'objet d'une renonciation, après l'expiration de la période de cinq ans, à condition que, lors du retrait ou de la renonciation, ladite demande ou ledit enregistrement fasse l'objet d'une procédure visée au point i), ii) ou iii) et que cette procédure ait commencé avant l'expiration de ladite période.

4. L'Office d'origine notifiera au Bureau international, comme

their production in one of the Contracting Parties shall be exempt from any legalization.

Article 6

Period of Validity of International Registration; Dependence and Independence of International Registration

1. Registration of a mark at the International Bureau is effected for ten years, with the possibility of renewal under the conditions specified in Article 7.

2. Upon expiry of a period of five years from the date of the international registration, such registration shall become independent of the basic application or the registration resulting therefrom, or of the basic registration, as the case may be, subject to the following provisions.

3. The protection resulting from the international registration, whether or not it has been the subject of a transfer, may no longer be invoked if, before the expiry of five years from the date of the international registration, the basic application or the registration resulting therefrom, or the basic registration, as the case may be, has been withdrawn, has lapsed, has been renounced or has been the subject of a final decision of rejection, revocation, cancellation or invalidation, in respect of all or some of the goods and services listed in the international registration. The same applies if

(i) an appeal against a decision refusing the effects of the basic application,

(ii) an action requesting the withdrawal of the basic application or the revocation, cancellation or invalidation of the registration resulting from the basic application or of the basic registration, or

(iii) an opposition to the basic application

results, after the expiry of the five-year period, in a final decision of rejection, revocation, cancellation or invalidation, or ordering the withdrawal, of the basic application, or the registration resulting therefrom, or the basic registration, as the case may be, provided that such appeal, action or opposition had begun before the expiry of the said period. The same also applies if the basic application is withdrawn, or the registration resulting from the basic application of the basic registration is renounced, after the expiry of the five-year period, provided that, at the time of the withdrawal or renunciation, the said application or registration was the subject of a proceeding referred to in item (i), (ii) or (iii) and that such proceeding had begun before the expiry of the said period.

4. The Office of origin shall, as prescribed in the Regulations,

prescrit dans le règlement d'exécution, les faits et les décisions pertinents en vertu de l'alinéa 3), et le Bureau international informera les parties intéressées et procédera à toute publication correspondante, comme prescrit dans le règlement d'exécution. L'Office d'origine demandera, le cas échéant, au Bureau international de radier, dans la mesure applicable, l'enregistrement international, et le Bureau international donnera suite à sa demande.

Article 7

Renouvellement de l'enregistrement international

1. Tout enregistrement international peut être renouvelé pour une période de dix ans à compter de l'expiration de la période précédente, par le simple paiement de l'émolument de base et, sous réserve de l'article 8.7), des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments prévus à l'article 8.2)

2. Le renouvellement ne pourra apporter aucune modification à l'enregistrement international en son dernier état.

3. Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au titulaire de l'enregistrement international et, le cas échéant, à son mandataire, par l'envoi d'un avis officieux, la date exacte de cette expiration.

4. Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le règlement d'exécution, un délai de grâce de six mois sera accordé pour le renouvellement de l'enregistrement international.

Article 8

Taxes pour la demande internationale et l'enregistrement international

1. L'Office d'origine aura la faculté de fixer à son gré et de percevoir à son profit une taxe qu'il réclamera au déposant ou au titulaire de l'enregistrement international à l'occasion du dépôt de la demande internationale ou à l'occasion du renouvellement de l'enregistrement international.

2. L'enregistrement d'une marque au Bureau international sera soumis au règlement préalable d'un émolument international qui comprendra, sous réserve des dispositions de l'alinéa 7)a),

i) un émolument de base;

ii) un émolument supplémentaire pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle seront rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque;

notify the International Bureau of the facts and decisions relevant under paragraph 3), and the International Bureau shall, as prescribed in the Regulations, notify the interested parties and effect any publication accordingly. The Office of origin shall, where applicable, request the International Bureau to cancel, to the extent applicable, the international registration, and the International Bureau shall proceed accordingly.

Article 7

Renewal of International Registration

1. Any international registration may be renewed for a period of ten years from the expiry of the preceding period, by the mere payment of the basic fee and, subject to Article 8.7), of the supplementary and complementary fees provided for in Article 8.2).

2. Renewal may not bring about any change in the international registration in its latest form.

3. Six months before the expiry of the term of protection, the International Bureau shall, by sending an unofficial notice, remind the holder of the international registration and his representative, if any, of the exact date of expiry.

4. Subject to the payment of a surcharge fixed by the Regulations, a period of grace of six months shall be allowed for renewal of the international registration.

Article 8

Fees for International Application and Registration

1. The Office of origin may fix, at its own discretion, and collect, for its own benefit, a fee which it may require from the applicant for international registration or from the holder of the international registration in connection with the filing of the international application or the renewal of the international registration.

2. Registration of a mark at the International Bureau shall be subject to the advance payment of an international fee which shall, subject to the provisions of paragraph 7)a), include,

(i) a basic fee;

(ii) a supplementary fee for each class of the International Classification, beyond three, into which the goods or services to which the mark is applied will fall;

iii) un complément d'émolument pour toute demande d'extension de protection conformément à l'article 3^{er}.

3. Toutefois, l'émolument supplémentaire spécifié à l'alinéa 2)ii) pourra être réglé dans un délai fixé par le règlement d'exécution, si le nombre des classes de produits ou services a été fixé ou contesté par le Bureau international et sans qu'il soit porté préjudice à la date de l'enregistrement international. Si, à l'expiration dudit délai, l'émolument supplémentaire n'a pas été payé ou si la liste des produits ou services n'a pas été réduite par le déposant dans la mesure nécessaire, la demande internationale sera considérée comme abandonnée.

4. Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international, à l'exception des recettes provenant des émoluments visés à l'alinéa 2)ii) et iii), sera réparti à parts égales entre les parties contractantes par les soins du Bureau international, après déduction des frais et charges nécessités par l'exécution du présent Protocole.

5. Les sommes provenant des émoluments supplémentaires visés à l'alinéa 2)ii) seront réparties, à l'expiration de chaque année, entre les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacune d'elles durant l'année écoulée, ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les parties contractantes qui procèdent à un examen, d'un coefficient qui sera déterminé par le règlement d'exécution.

6. Les sommes provenant des compléments d'émoluments visés à l'alinéa 2)iii) seront réparties selon les mêmes règles que celles qui sont prévues à l'alinéa 5).

7. a) Toute partie contractante peut déclarer que, à l'égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est mentionnée selon l'article 3^{er}, ainsi qu'à l'égard du renouvellement d'un tel enregistrement international, elle veut recevoir, au lieu d'une part du revenu provenant des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments, une taxe (ci-après dénommée «la taxe individuelle») dont le montant est indiqué dans la déclaration, et qui peut être modifié dans des déclarations ultérieures, mais qui ne peut pas être supérieur à un montant équivalant au montant, après déduction des économies résultant de la procédure internationale, que l'Office de ladite partie contractante aurait de droit de recevoir d'un déposant pour un enregistrement de dix ans, ou du titulaire d'un enregistrement pour un renouvellement de dix ans de cet enregistrement, de la marque dans le registre dudit Office. Lorsqu'une telle taxe individuelle doit être payée,

i) aucun émolument supplémentaire visé à l'alinéa 2)ii) ne sera dû si uniquement des parties contractantes qui ont fait une déclara-

(iii) a complementary fee for any request for extension of protection under Article 3^{ter}.

3. However, the supplementary fee specified in paragraph 2)(ii) may, without prejudice to the date of the international registration, be paid within the period fixed by the Regulations if the number of classes of goods or services has been fixed or disputed by the International Bureau. If, upon expiry of the said period, the supplementary fee has not been paid or the list of goods or services has not been reduced to the required extent by the applicant, the international application shall be deemed to have been abandoned.

4. The annual product of the various receipts from international registration, with the exception of the receipts derived from the fees mentioned in paragraph 2)(ii) and (iii), shall be divided equally among the Contracting Parties by the International Bureau, after deduction of the expenses and charges necessitated by the implementation of this Protocol.

5. The amounts derived from the supplementary fees provided for in paragraph 2)(ii) shall be divided, at the expiry of each year, among the interested Contracting Parties in proportion to the number of marks for which protection has been applied for in each of them during that year, this number being multiplied, in the case of Contracting Parties which make an examination, by a coefficient which shall be determined by the Regulations.

6. The amounts derived from the complementary fees provided for in paragraph 2)(iii) shall be divided according to the same rules as those provided for in paragraph 5.

7. a) Any Contracting Party may declare that, in connection with each international registration in which it is mentioned under Article 3^{ter}, and in connection with the renewal of any such international registration, it wants to receive, instead of a share in the revenue produced by the supplementary and complementary fees, a fee (hereinafter referred to as "the individual fee") whose amount shall be indicated in the declaration, and can be changed in further declarations, but may not be higher than the equivalent of the amount which the said Contracting Party's Office would be entitled to receive from an applicant for a ten-year registration, or from the holder of a registration for a ten-year renewal of that registration, of the mark in the register of the said Office, the said amount being diminished by the savings resulting from the international procedure. Where such an individual fee is payable,

(i) no supplementary fees referred to in paragraph 2)(ii) shall be payable if only Contracting Parties which have made a declara-

tion selon le présent sous-alinéa sont mentionnées selon l'article 3^{ter}, et

ii) aucun complément d'émolument visé à l'alinéa 2)(iii) ne sera dû à l'égard de toute partie contractante qui a fait une déclaration selon le présent sous-alinéa.

b) Toute déclaration selon le sous-alinéa a) peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général, ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.

Article 9

Inscription d'un changement de titulaire de l'enregistrement international

A la requête de la personne au nom de laquelle est inscrit l'enregistrement international, ou à la requête d'un Office intéressé faite d'office ou sur demande d'une personne intéressée, le Bureau international inscrit au registre international tout changement de titulaire de cet enregistrement, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes sur le territoire desquelles ledit enregistrement a effet et à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans l'enregistrement, sous réserve que le nouveau titulaire soit une personne qui, selon l'article 2.1), est habilitée à déposer des demandes internationales.

Article 9^{bis}

Certaines inscriptions concernant un enregistrement international

Le Bureau international inscrira au registre international

- i) toute modification concernant le nom ou l'adresse du titulaire de l'enregistrement international,
- ii) la constitution d'un mandataire du titulaire de l'enregistrement international et toute autre donnée pertinente concernant un tel mandataire,
- iii) toute limitation, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes, des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international,
- iv) toute renonciation, radiation ou invalidation de l'enregistre-

tion under this subparagraph are mentioned under Article 3^{ter}, and

- (ii) no complementary fee referred to in paragraph 2)(iii) shall be payable in respect of any Contracting Party which has made a declaration under this subparagraph.

b) Any declaration under subparagraph a) may be made in the instruments referred to in Article 14.2), and the effective date of the declaration shall be the same as the date of entry into force of this Protocol with respect to the State or intergovernmental organization having made the declaration. Any such declaration may also be made later, in which case the declaration shall have effect three months after its receipt by the Director General, or at any later date indicated in the declaration, in respect of any international registration whose date is the same as or is later than the effective date of the declaration.

Article 9

Recordal of Change in the Ownership of an International Registration

At the request of the person in whose name the international registration stands, or at the request of an interested Office made *ex officio* or at the request of an interested person, the International Bureau shall record in the International Register any change in the ownership of that registration, in respect of all or some of the Contracting Parties in whose territories the said registration has effect and in respect of all or some of the goods and services listed in the registration, provided that the new holder is a person who, under Article 2.1), is entitled to file international applications.

Article 9^{bis}

Recordal of Certain Matters Concerning an International Registration

The International Bureau shall record in the International Register

- (i) any change in the name or address of the holder of the international registration,
- (ii) the appointment of a representative of the holder of the international registration and any other relevant fact concerning such representative,
- (iii) any limitation, in respect of all or some of the Contracting Parties, of the goods and services listed in the international registration,
- (iv) any renunciation, cancellation or invalidation of the internatio-

- ment international à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes,
- v) toute autre donnée pertinente, identifiée dans le règlement d'exécution, concernant les droits sur une marque qui fait, l'objet d'un enregistrement international.

Article 9^{ter}

Taxes pour certaines inscriptions

Toute inscription faite selon l'article 9 ou selon l'article 9^{bis} peut donner lieu au paiement d'une taxe.

Article 9^{quater}

Office commun de plusieurs Etats contractants

1. Si plusieurs Etats contractants conviennent de réaliser l'unification de leurs lois nationales en matière de marques, ils pourront notifier au Directeur général

- i) qu'un Office commun se substituera à l'Office national de chacun d'eux, et
- ii) que l'ensemble de leurs territoires respectifs devra être considéré comme un seul Etat pour l'application de tout ou partie des dispositions qui précèdent le présent article ainsi que des dispositions des articles 9^{quinquies} et 9^{sexies}

2. Cette notification ne prendra effet que trois mois après la date de la communication qui en sera faite par le Directeur général aux autres parties contractantes.

Article 9^{quinquies}

Transformation d'un enregistrement international en demandes nationales ou régionales

Lorsque, au cas où l'enregistrement international est radié à la requête de l'Office d'origine en vertu de l'article 6.4), à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans ledit enregistrement, la personne qui était le titulaire de l'enregistrement international dépose une demande d'enregistrement de la même marque auprès de l'Office de l'une des parties contractantes sur le territoire desquelles l'enregistrement international avait effet, cette demande sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4) ou à la date d'inscription de l'extension

nal registration in respect of all or some of the Contracting Parties,

- (v) any other relevant fact, identified in the Regulations, concerning the rights in a mark that is the subject of an international registration.

Article 9^{ter}

Fees for Certain Recordals

Any recordal under Article 9 or under Article 9^{bis} may be subject to the payment of a fee.

Article 9^{quater}

Common Office of Several Contracting States

1. If several Contracting States agree to effect the unification of their domestic legislations on marks, they may notify the Director General

- (i) that a common Office shall be substituted for the national Office of each of them, and
- (ii) that the whole of their respective territories shall be deemed to be a single State for the purposes of the application of all or part of the provisions preceding this Article as well as the provisions of Articles 9^{quinquies} and 9^{sexies}.

2. Such notification shall not take effect until three months after the date of the communication thereof by the Director General to the other Contracting Parties.

Article 9^{quinquies}

Transformation of an International Registration into National or Regional Applications

Where, in the event that the international registration is cancelled at the request of the Office of origin under Article 6.4), in respect of all or some of the goods and services listed in the said registration, the person who was the holder of the international registration files an application for the registration of the same mark with the Office of any of the Contracting Parties in the territory of which the international registration had effect, that application shall be treated as if it had been filed on the date of the international registration according to Article 3.4) or on the date of recordal of the territorial extension

territoriale selon l'article 3^{er} 2) et, si l'enregistrement international bénéficiait d'une priorité, ladite demande bénéficiera de la même priorité, sous réserve

- i) que ladite demande soit déposée dans les trois mois à compter de la date à laquelle l'enregistrement international a été radié,
- ii) que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de la partie contractante intéressée, et
- iii) que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.

Article 9^{sexies}

Sauvegarde de l'Arrangement de Madrid (Stockholm)

1. Lorsque, en ce qui concerne une demande internationale donnée ou un enregistrement international donné, l'Office d'origine est l'Office d'un Etat qui est partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les dispositions du présent Protocole n'ont pas d'effet sur le territoire de tout autre Etat qui est également partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).

2. L'Assemblée peut, à la majorité des trois quarts, abroger l'alinéa 1), ou restreindre la portée de l'alinéa 1), après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, mais pas avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle la majorité des pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) sont devenus parties au présent Protocole. Seuls les Etats qui sont parties audit Arrangement et au présent Protocole auront le droit de prendre part au vote de l'Assemblée.

Article 10

Assemblée

1. a) Les parties contractantes sont membres de la même Assemblée que les pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).

b) Chaque partie contractante est représentée dans cette Assemblée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la partie contractante qui l'a désignée, à l'exception des frais de voyage et des indemnités de séjour pour un délégué de chaque partie contractante qui sont à la charge de l'Union.

according to Article 3^{ter}2) and, if the international registration enjoyed priority, shall enjoy the same priority, provided that

- (i) such application is filed within three months from the date on which the international registration was cancelled,
- (ii) the goods and services listed in the application are in fact covered by the list of goods and services contained in the international registration in respect of the Contracting Party concerned, and
- (iii) such application complies with all the requirements of the applicable law, including the requirements concerning fees.

Article 9^{sexies}

Safeguard of the Madrid (Stockholm) Agreement

1. Where, with regard to given international application or a given international registration, the Office of origin is the Office of a State that is party to both this Protocol and the Madrid (Stockholm) Agreement, the provisions of this Protocol shall have no effect in the territory of any other State that is also party to both this Protocol and the Madrid (Stockholm) Agreement.

2. The Assembly may, by a three-fourths majority, repeal paragraph 1), or restrict the scope of paragraph 1), after the expiry of a period of ten years from the entry into force of this Protocol, but not before the expiry of a period of five years from the date on which the majority of the countries party to the Madrid (Stockholm) Agreement have become party to this Protocol. In the vote of the Assembly, only those States which are party to both the said Agreement and this Protocol shall have the right to participate.

Article 10

Assembly

1. a) The Contracting Parties shall be members of the same Assembly as the countries party to the Madrid (Stockholm) Agreement.

b) Each Contracting Party shall be represented in that Assembly by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts

c) The expenses of each delegation shall be borne by the Contracting Party which has appointed it, except for the travel expenses and the subsistence allowance of one delegate for each Contracting Party, which shall be paid from the funds of the Union.

2. L'Assemblée, outre les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Arrangement de Madrid (Stockholm),

- i) traite de toutes les questions concernant l'application du présent Protocole;
- ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision du présent Protocole, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas parties au présent Protocole;
- iii) adopte et modifie les dispositions du règlement d'exécution qui concernent l'application du présent Protocole;
- iv) s'acquitte de toutes autres fonctions qu'implique le présent Protocole.

3. a) Chaque partie contractante dispose d'une voix dans l'Assemblée. Sur les questions qui concernent uniquement les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les parties contractantes qui ne sont pas parties audit Arrangement n'ont pas le droit de vote, tandis que, sur les questions qui concernent uniquement les parties contractantes, seules ces dernières ont le droit de vote.

b) La moitié des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée constitue le quorum aux fins du vote sur cette question.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée et qui sont représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur cette question, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur ladite question et qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre desdits membres ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de membres qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions des articles 5.2)e), 9^{sexies} 2), 12 et 13.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul membre de l'Assemblée et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4. En plus de ses réunions en sessions ordinaires et en sessions extraordinaires conformément à l'Arrangement de Madrid (Stock-

2. The Assembly shall, in addition to the functions which it has under the Madrid (Stockholm) Agreement, also

- (i) deal with all matters concerning the implementation of this Protocol;
- (ii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for conferences of revision of this Protocol, due account being taken of any comments made by those countries of the Union which are not party to this Protocol;
- (iii) adopt and modify the provisions of the Regulations concerning the implementation of this Protocol;
- (iv) perform such other functions as are appropriate under this Protocol.

3. a) Each Contracting Party shall have one vote in the Assembly. On matters concerning only countries that are party to the Madrid (Stockholm) Agreement, Contracting Parties that are not party to the said Agreement shall not have the right to vote, whereas, on matters concerning only Contracting Parties, only the latter shall have the right to vote.

b) One-half of the members of the Assembly which have the right to vote on a given matter shall constitute the quorum for the purposes of the vote on that matter.

c) Notwithstanding the provisions of subparagraph b), if, in any session, the number of the members of the Assembly having the right to vote on a given matter which are represented is less than one-half but equal to or more than one-third of the members of the Assembly having the right to vote on that matter, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the conditions set forth hereinafter are fulfilled. The International Bureau shall communicate the said decisions to the members of the Assembly having the right to vote on the said matter which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiry of this period, the number of such members having thus expressed their vote or abstention attains the number of the members which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

d) Subject to the provisions of Articles 5.2)(e), 9^{sexies}.2), 12 and 13.2), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.

e) Abstentions shall not be considered as votes.

f) A delegate may represent, and vote in the name of, one member of the Assembly only.

4. In addition to meeting in ordinary sessions and extraordinary sessions as provided for by the Madrid (Stockholm) Agreement, the

holm), l'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur les questions qu'il est proposé d'inclure dans l'ordre du jour de la session. L'ordre du jour d'une telle session extraordinaire est préparé par le Directeur général.

Article 11

Bureau international

1. Les tâches relatives à l'enregistrement international selon le présent Protocole ainsi que les autres tâches administratives concernant le présent Protocole sont assurées par le Bureau international.

2. a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de révision du présent Protocole.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation desdites conférences de révision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans lesdites conférences de révision.

3. Le Bureau international exécute toutes autres tâches concernant le présent Protocole qui lui sont attribuées.

Article 12

Finances

En ce qui concerne les parties contractantes, les finances de l'Union sont régies par les mêmes dispositions que celles qui figurent à l'article 12 de l'Arrangement de Madrid (Stockholm), étant entendu que tout renvoi à l'article 8 dudit Arrangement est considéré comme un renvoi à l'article 8 du présent Protocole. En outre, aux fins de l'article 12.6)b) dudit Arrangement, les organisations contractantes sont, sous réserve d'une décision unanime contraire de l'Assemblée, considérées comme appartenant à la classe de contribution I (un) selon la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 13

Modification de certains articles du Protocole

1. Des propositions de modification des articles 10, 11, 12 et du présent article peuvent être présentées par toute partie contractante

Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, at the request of one-fourth of the members of the Assembly having the right to vote on the matters proposed to be included in the agenda of the session. The agenda of such an extraordinary session shall be prepared by the Director General.

Article 11

International Bureau

1. International registration and related duties, as well as all other administrative tasks, under or concerning this Protocol, shall be performed by the International Bureau.

2. a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly, make the preparations for the conferences of revision of this Protocol.

b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for such conferences of revision.

c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at such conferences of revision.

3. The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it in relation to this Protocol.

Article 12

Finances

As far as Contracting Parties are concerned, the finances of the Union shall be governed by the same provisions as those contained in Article 12 of the Madrid (Stockholm) Agreement, provided that any reference to Article 8 of the said Agreement shall be deemed to be a reference to Article 8 of this Protocol, Furthermore, for the purposes of Article 12.6b) of this said Agreement, Contracting Organizations shall, subject to an unanimous decision to the contrary by the Assembly, be considered to belong to contributions class I (one) under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

Article 13

Amendment of Certain Articles of the Protocol

1. Proposals for the amendment of Articles 10, 11, 12, and the present Article, may be initiated by any Contracting Party, or by the

ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux parties contractantes six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2. Toute modification des articles visés à l'alinéa 1 est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 10 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3. Toute modification des articles visés à l'alinéa 1 entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur-général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats et des organisations intergouvernementales qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée et qui avaient le droit de voter sur la modification. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les Etats et organisations intergouvernementales qui sont des parties contractantes au moment où la modification entre en vigueur ou qui le deviennent à une date ultérieure.

Article 14

Modalités pour devenir partie au Protocole; entrée en vigueur

1. a) Tout Etat partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent Protocole.

b) En outre, toute organisation intergouvernementale peut également devenir partie au présent Protocole lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- i) au moins un des Etats membres de cette organisation est partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- ii) ladite organisation possède un Office régional aux fins de l'enregistrement de marques ayant effet sur le territoire de l'organisation, sous réserve qu'un tel Office ne fasse pas l'objet d'une notification en vertu de l'article 9^{quater}.

2. Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1 peut signer le présent Protocole. Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1 peut, s'il a signé le présent Protocole, déposer un instrument de ratification d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou, s'il n'a pas signé le présent Protocole, déposer un instrument d'adhésion au présent Protocole.

3. Les instruments visés à l'alinéa 2) sont déposés auprès du Directeur général.

Director General. Such proposals shall be communicated by the Director General to the Contracting Parties at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

2. Amendments to the Articles referred to in paragraph 1 shall be adopted by the Assembly. Adoption shall require three-fourths of the votes cast, provided that any amendment to Article 10, and to the present paragraph, shall require four-fifths of the votes cast.

3. Any amendment to the Articles referred to in paragraph 1 shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three fourths of those States and intergovernmental organizations which, at the time the amendment was adopted, were members of the Assembly and had the right to vote on the amendment. Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the States and intergovernmental organizations which are Contracting Parties at the time the amendment enters into force, or which become Contracting Parties at a subsequent date.

Article 14

Becoming Party to the Protocol; Entry into Force

1. a) Any State that is a party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property may become party to this Protocol.

b) Furthermore, any intergovernmental organization may also become party to this Protocol where the following conditions are fulfilled:

- (i) at least one of the member States of that organization is a party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property;
- (ii) that organization has a regional Office for the purposes of registering marks with effect in the territory of the organization, provided that such Office is not the subject of a notification under Article 9^{quater}.

2. Any State or organization referred to in paragraph 1 may sign this Protocol. Any such State or organization may, if it has signed this Protocol, deposit an instrument of ratification, acceptance or approval of this Protocol or, if it has not signed this Protocol, deposit an instrument of accession to this Protocol.

3. The instruments referred to in paragraph 2) shall be deposited with the Director General.

4. a) Le présent Protocole entre en vigueur trois mois après le dépôt de quatre instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve qu'au moins un de ces instruments ait été déposé par un pays partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) et qu'au moins un autre de ces instruments ait été déposé par un Etat non partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) ou par une des organisations visées à l'alinéa 1.b).

b) A l'égard de tout autre Etat ou organisation visé à l'alinéa 1), le présent Protocole entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification, son acceptation, son approbation ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général.

5. Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole, ou de son instrument d'adhésion audit Protocole, déclarer que la protection résultant d'un enregistrement international effectué en vertu du présent Protocole avant la date d'entrée en vigueur dudit Protocole à son égard ne peut faire l'objet d'une extension à son égard.

Article 15

Dénonciation

1. Le présent Protocole demeure en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute partie contractante peut dénoncer le présent Protocole par notification adressée au Directeur général.

3. La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

4. La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par une partie contractante avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard de cette partie contractante.

5. a) Lorsqu'une marque fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation devient effective, le titulaire dudit enregistrement peut déposer, auprès de l'Office dudit Etat ou de ladite organisation, une demande d'enregistrement de la même marque, qui sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4 ou à la date d'inscription de l'extension territoriale selon l'article 3^{1er}.2) et qui, si l'enregistrement bénéficiait de la priorité, bénéficiera de la même priorité, sous réserve

4. a) This Protocol shall enter into force three months after four instruments of ratification, acceptance, approval or accession have been deposited, provided that at least one of those instruments has been deposited by a country party to the Madrid (Stockholm) Agreement and at least one other of those instruments has been deposited by a State not party to the Madrid (Stockholm) Agreement or by any of the organizations referred to in paragraph 1)b).

b) With respect to any other State or organization referred to in paragraph 1, this Protocol shall enter into force three months after the date on which its ratification, acceptance, approval or accession has been notified by the Director General.

5. Any State or organization referred to in paragraph 1) may, when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of, or accession to, this Protocol, declare that the protection resulting from any international registration effected under this Protocol before the date of entry into force of this Protocol with respect to it cannot be extended to it.

Article 15

Denunciation

1. This Protocol shall remain in force without limitation as to time.

2. Any Contracting Party may denounce this Protocol by notification addressed to the Director General.

3. Denunciation shall take effect one year after the day on which the Director General has received the notification.

4. The right of denunciation provided for by this Article shall not be exercised by any Contracting Party before the expiry of five years from the date upon which this Protocol entered into force with respect to that Contracting Party.

5. a) Where a mark is the subject of an international registration having effect in the denouncing State or intergovernmental organization at the date on which the denunciation becomes effective, the holder of such registration may file an application for the registration of the same mark with the Office of the denouncing State or intergovernmental organization, which shall be treated as if it had been filed on the date of the international registration according to Article 3.4) or on the date of recordal of the territorial extension according to Article 3^{ter}.2) and, if the international registration enjoyed priority, enjoy the same priority, provided that

- i) que ladite demande soit déposée dans les deux ans à compter de la date à laquelle la dénonciation est devenue effective,
 - ii) que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a dénoncé le présent Protocole, et
 - iii) que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.
- b) Les dispositions du sous-alinéa a) s'appliquent aussi à l'égard de toute marque qui fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans des parties contractantes autres que l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation devient effective, et dont le titulaire, en raison de la dénonciation, n'est plus habilité à déposer des demandes internationales selon l'article 2.1).

Article 16

Signature; langues; fonctions de depositaire

1. a) Le présent Protocole est signé en un seul exemplaire en langues française, anglaise et espagnole et est déposé auprès du Directeur général lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature à Madrid. Les textes dans les trois langues font également foi.

b) Des textes officiels du présent Protocole sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements et organisations intéressés, dans les langues allemande, arabe, chinoise, italienne, japonaise, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

2. Le présent Protocole reste ouvert à la signature, à Madrid, jusqu'au 31 décembre 1989.

3. Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de l'Espagne, des textes signés du présent Protocole à tous les Etats et organisations intergouvernementales qui peuvent devenir parties au présent Protocole.

4. Le Directeur général fait enregistrer le présent Protocole auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Directeur général notifie à tous les Etats et organisations internationales qui peuvent devenir parties ou sont parties au présent Protocole les signatures, les dépôts d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que l'entrée en

- (i) such application is filed within two years from the date on which the denunciation became effective,
 - (ii) the goods and services listed in the application are in fact covered by the list of goods and services contained in the international registration in respect of the denouncing State or intergovernmental organization, and
 - (iii) such application complies with all the requirements of the applicable law, including the requirements concerning fees.
- b) The provisions of subparagraph a) shall also apply in respect of any mark that is the subject of an international registration having effect in Contracting Parties other than the denouncing State or intergovernmental organization at the date on which denunciation becomes effective and whose holder, because of the denunciation, is no longer entitled to file international applications under Article 2.1).

Article 16

Signature; Languages; Depositary Functions

1. a) This Protocol shall be signed in a single copy in the English, French and Spanish languages, and shall be deposited with the Director General when it ceases to be open for signature at Madrid. The texts in the three languages shall be equally authentic.

b) Official texts of this Protocol shall be established by the Director General, after consultation with the interested governments and organizations, in the Arabic, Chinese, German, Italian, Japanese, Portuguese and Russian languages, and in such other languages as the Assembly may designate.

2. This Protocol shall remain open for signature at Madrid until December 31, 1989.

3. The Director General shall transmit two copies, certified by the Government of Spain, of the signed texts of this Protocol to all States and intergovernmental organizations that may become party to this Protocol.

4. The Director General shall register this Protocol with the Secretariat of the United Nations.

5. The Director General shall notify all States and international organizations that may become or are party to this Protocol of signatures, deposits of instruments of ratification, acceptance, approval or accession, the entry into force of this Protocol and any

vigueur du présent Protocole et de toute modification de celui-ci, toute notification de dénonciation et toute déclaration prévue dans le présent Protocole.

Het Protocol is ondertekend voor de volgende Staten:

België	28 juni 1989
de Bondsrepubliek Duitsland	28 juni 1989
de Democratische Volksrepubliek Korea ¹⁾	28 juni 1989
Denemarken	28 juni 1989
de Duitse Democratische Republiek	28 juni 1989
Egypte	28 juni 1989
Frankrijk	28 juni 1989
Hongarije	28 juni 1989
Italië	28 juni 1989
Joegoslavië	28 juni 1989
Liechtenstein	28 juni 1989
Luxemburg	28 juni 1989
Marokko	28 juni 1989
Mongolië	28 juni 1989
Portugal	28 juni 1989
de Sovjet-Unie	28 juni 1989
Spanje	28 juni 1989
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland	28 juni 1989
Zwitserland	28 juni 1989
Griekenland	13 december 1989
Monaco	21 december 1989
Zweden	21 december 1989
Finland	27 december 1989
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	27 december 1989
Senegal	27 december 1989
Ierland	28 december 1989
Oostenrijk	29 december 1989
Roemenië	30 december 1989

¹⁾ De Democratische Volksrepubliek Korea wordt door het Koninkrijk der Nederlanden niet erkend.

amendment thereto, any notification of denunciation and any declaration provided for in this Protocol.

Protocol bij de Schikking van Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken aangenomen te Madrid op 27 juni 1989

Artikel 1

Lidmaatschap van de Unie van Madrid

De Staten die Partij zijn bij dit Protocol (hierna te noemen „de overeenkomstsluitende Staten”), zelfs wanneer zij geen Partij zijn bij de Schikking van Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken, zoals herzien te Stockholm in 1967 en zoals gewijzigd in 1979 (hierna te noemen „de Schikking van Madrid (Stockholm”), en de organisaties bedoeld in artikel 14, eerste lid, letter b, die Partij zijn bij dit Protocol (hierna te noemen „de overeenkomstsluitende Organisaties”) zijn lid van dezelfde Unie als die waarvan de landen die Partij zijn bij de Schikking van Madrid (Stockholm) lid zijn. Met „overeenkomstsluitende Partijen” worden in dit Protocol telkens zowel overeenkomstsluitende Staten als overeenkomstsluitende Organisaties bedoeld.

Artikel 2

De verkrijging van bescherming door middel van internationale inschrijving

1. Wanneer een aanvraag om de inschrijving van een merk is ingediend bij de Administratie van een overeenkomstsluitende Partij, of wanneer een merk is ingeschreven in het register van de Administratie van een overeenkomstsluitende Partij, kan, met inachtneming van de bepalingen van dit Protocol, de persoon ten name van wie die aanvraag (hierna te noemen „de basisaanvraag”) of die inschrijving (hierna te noemen „de basisinschrijving”) is geschied, bescherming van zijn merk verkrijgen op het grondgebied van de overeenkomstsluitende Partijen door dat merk te doen inschrijven in het register van het Internationale Bureau van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom (hierna onderscheidenlijk te noemen „de internationale inschrijving”, „het internationale register”, „het Internationale Bureau” en „de Organisatie”), mits,

- (i) ingeval de basisaanvraag is ingediend bij de Administratie van een overeenkomstsluitende Staat of ingeval de basisinschrijving is verricht door een zodanige Administratie, de persoon ten name van wie die aanvraag of inschrijving is geschied onderdaan is van die overeenkomstsluitende Staat, of zijn woonplaats, dan wel een daadwerkelijke en wezenlijke inrichting van nijverheid of handel heeft in genoemde overeenkomstsluitende Staat.
- (ii) ingeval de basisaanvraag is ingediend bij de Administratie van

een overeenkomstsluitende Organisatie of ingeval de basisinschrijving is verricht door een zodanige Administratie, de persoon ten name van wie die aanvraag of inschrijving is geschied onderdaan is van een lidstaat van die overeenkomstsluitende Organisatie of zijn woonplaats, dan wel een daadwerkelijke en wezenlijke inrichting van nijverheid of handel heeft op het grondgebied van genoemde overeenkomstsluitende Organisatie.

2. De aanvraag om internationale inschrijving (hierna te noemen „de internationale aanvraag”) wordt ingediend bij het Internationale Bureau door tussenkomst van de Administratie waarbij de basisaanvraag was ingediend of waardoor de basisinschrijving was verricht (hierna te noemen „de Administratie van oorsprong”), naargelang het geval.

3. Met een „Administratie” of een „Administratie van een overeenkomstsluitende Partij” wordt in dit Protocol telkens bedoeld een administratie die namens een overeenkomstsluitende Partij is belast met de inschrijving van merken en met „merken” worden in dit Protocol telkens bedoeld handelsmerken en dienstmerken.

4. Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder „grondgebied van een overeenkomstsluitende Partij”, wanneer de overeenkomstsluitende Partij een Staat is, het grondgebied van die Staat en, wanneer de overeenkomstsluitende Partij een intergouvernementele organisatie is, het grondgebied waarop het oprichtingsverdrag van die intergouvernementele organisatie van toepassing is.

Artikel 3

Internationale aanvraag

1. Elke internationale aanvraag uit hoofde van dit Protocol moet worden ingediend op het door het reglement van uitvoering voorgeschreven formulier. De Administratie van oorsprong dient te verklaren dat de bijzonderheden die voorkomen in de internationale aanvraag overeenkomen met de bijzonderheden die op het tijdstip van de verklaring voorkomen in de basisaanvraag of de basisinschrijving, naargelang het geval. Voorts dient genoemde Administratie te vermelden:

(i) in geval van een basisaanvraag, de datum en het nummer van de aanvraag,

(ii) in geval van een basisinschrijving, de datum en het nummer van de inschrijving, alsmede de datum en het nummer van de aanvraag waaruit de basisinschrijving is voortgevloeid. De

Administratie van oorsprong dient ook de datum van de internationale aanvraag te vermelden.

2. De aanvrager dient opgave te doen van de waren en diensten waarvoor bescherming van het merk wordt gevraagd, alsmede, indien mogelijk, van de klasse of klassen volgens de classificatie vastgesteld bij de Overeenkomst van Nice betreffende de internationale classificatie van waren en diensten voor de inschrijving van merken. Indien de aanvrager deze opgave niet doet, deelt het Internationale Bureau de waren en diensten in in de overeenkomstige klassen van genoemde classificatie. De door de aanvrager opgegeven klasse-indeling is onderworpen aan toezicht door het Internationale Bureau, dat genoemd toezicht uitoefent in overleg met de Administratie van oorsprong. Bij verschil van mening tussen genoemde Administratie en het Internationale Bureau is de mening van het Bureau doorslaggevend.

3. Indien de aanvrager de kleur als onderscheidend kenmerk van zijn merk verlangt, is hij gehouden

- (i) hiervan melding te maken en bij de internationale aanvraag een verklaring te voegen die de verlangde kleur of combinatie van kleuren aanwijst;
- (ii) bij zijn internationale aanvraag gekleurde exemplaren van bedoeld merk te voegen, die worden gehecht aan de kennisgevingen van inschrijving, uitgaande van het Internationale Bureau; het aantal exemplaren wordt bepaald bij het reglement van uitvoering.

4. Het Internationale Bureau schrijft de overeenkomstig artikel 2 gedeponeerde merken onmiddellijk in. De internationale inschrijving dient de datum te dragen waarop de internationale aanvraag werd ontvangen door de Administratie van oorsprong, mits de internationale aanvraag door het Internationale Bureau is ontvangen binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf die datum. Indien de internationale aanvraag niet binnen die termijn is ontvangen, draagt de internationale inschrijving de datum waarop genoemde internationale aanvraag door het Internationale Bureau werd ontvangen. Het Internationale Bureau geeft onverwijld kennis van de internationale inschrijving aan de betrokken Administraties. In het internationale register ingeschreven merken worden openbaar gemaakt in een door het Internationale Bureau uitgegeven regelmatig verschijnend blad, met gebruikmaking van de bijzonderheden vervat in de internationale aanvraag.

5. Met het oog op de openbaarheid die aan in het internationale register ingeschreven merken dient te worden gegeven, ontvangt elke Administratie van het Internationale Bureau een aantal kosteloze exemplaren en een aantal exemplaren tegen verminderde prijs van genoemd blad, onder de voorwaarden vastgesteld door de in artikel 10 genoemde Algemene Vergadering (hierna te noemen „de Algemene Vergadering”). Bedoelde openbaarmaking wordt toereikend beschouwd voor de doeleinden van alle overeenkomstsluitende Partijen

en van de rechthebbende op de internationale inschrijving kan geen andere openbaarmaking worden verlangd.

Artikel 3^{bis}

Territoriale werking

Slechts op verzoek van de persoon die de internationale aanvraag indient of die rechthebbende op de internationale inschrijving is, strekt de uit de internationale inschrijving voortvloeiende bescherming zich uit tot een overeenkomstsluitende Partij. Ten aanzien van de overeenkomstsluitende Partij waarvan de Administratie de Administratie van oorsprong is, kan evenwel niet een zodanig verzoek worden gedaan.

Artikel 3^{ter}

Verzoek om „territoriale uitstrekking”

1. Een verzoek de uit de internationale inschrijving voortvloeiende bescherming uit te strekken tot een overeenkomstsluitende Partij dient afzonderlijk in de internationale aanvraag te worden vermeld.

2. Een verzoek om territoriale uitstrekking kan ook na de internationale inschrijving worden gedaan. Een zodanig verzoek moet worden ingediend op het bij het reglement van uitvoering voorgescreven formulier. Het wordt onmiddellijk aangetekend door het Internationale Bureau, dat daarvan onverwijld kennisgeeft aan de betrokken Administratie(s). Bedoelde aantekening wordt openbaar gemaakt in het door het Internationale Bureau uitgegeven regelmatig verschijnende blad. Bedoelde territoriale uitstrekking is van kracht vanaf de datum waarop zij is aangetekend in het internationale register; zij houdt op te gelden, wanneer de internationale inschrijving waarop zij betrekking heeft, verval.

Artikel 4

Gevolgen van de internationale inschrijving

1. a) Vanaf de datum van inschrijving of aantekening overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3 en 3^{ter}, is de bescherming van het merk in elk van de betrokken overeenkomstsluitende Partijen dezelfde alsof het merk rechtstreeks bij de Administratie van die overeenkomstsluitende Partij was gedeponeerd. Indien aan het Internationale Bureau geen weigering ter kennis is gebracht overeenkomstig artikel 5, eerste en tweede lid, of indien een overeenkomstig genoemd artikel ter kennis gebrachte weigering later is ingetrokken, is

de bescherming van het merk in de betrokken overeenkomstsluitende Partij vanaf genoemde datum dezelfde alsof het merk was ingeschreven door de Administratie van die overeenkomstsluitende Partij.

b) De in artikel 3 bedoelde klasse-indeling van waren en diensten bindt de overeenkomstsluitende Partij niet wat betreft de vaststelling van de omvang van de bescherming van het merk.

2. Elke internationale inschrijving geniet het recht van voorrang, vastgesteld bij artikel 4 van het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom, zonder dat het nodig is de formaliteiten voorgeschreven onder letter D van dat artikel te vervullen.

Artikel 4^{bis}

Internationale inschrijving in de plaats van een nationale of een regionale inschrijving

1. Wanneer een merk dat het voorwerp is van een nationale of een regionale inschrijving bij de Administratie van een overeenkomstsluitende Partij ook het voorwerp is van een internationale inschrijving en beide inschrijvingen zijn geschied ten name van dezelfde persoon, wordt de internationale inschrijving geacht in de plaats te treden van de nationale of de regionale inschrijving, zonder afbreuk te doen aan de uit hoofde van laatstgenoemde inschrijvingen verkregen rechten, mits

- (i) de uit de internationale inschrijving voortvloeiende bescherming zich uitstrekt tot genoemde overeenkomstsluitende Partij krachtens artikel 3^{ter}, eerste en tweede lid.
- (ii) alle in de nationale of de regionale inschrijving vermelde waren en diensten ook zijn vermeld in de internationale inschrijving met betrekking tot genoemde overeenkomstsluitende Partij.
- (iii) bedoelde uitbrekking van kracht wordt na de datum van de nationale of de regionale inschrijving.

2. De in het eerste lid bedoelde Administratie is gehouden op aanvraag in haar register van de internationale inschrijving aantekening te houden.

Artikel 5

Weigering en nietigverklaring van de internationale inschrijving ten aanzien van bepaalde overeenkomstsluitende Partijen

1. Wanneer de toepasselijke wetgeving zulks toelaat, heeft een Administratie van een overeenkomstsluitende Partij die door het Internationale Bureau ervan in kennis is gesteld dat uit hoofde van artikel 3^{ter}, eerste of tweede lid, de bescherming voortvloeiende uit de internationale inschrijving zich uitstrekt tot die overeenkomstsluitende

de Partij, het recht in een kennisgeving van weigering te verklaren dat in genoemde overeenkomstsluitende Partij geen bescherming kan worden verleend aan het merk dat het voorwerp is van bedoelde uitstrekking. Een zodanige weigering is slechts geoorloofd op grond van omstandigheden die, krachtens het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom, zouden gelden voor een merk dat rechtstreeks is gedeponereerd bij de Administratie die van de weigering kennisgeeft. De bescherming kan evenwel niet worden geweigerd, zelfs niet gedeeltelijk, enkel op grond van het feit dat de toepasselijke wetgeving de inschrijving slechts in een beperkt aantal klassen of voor een beperkt aantal waren of diensten zou toelaten.

2. a) Een Administratie die van dit recht gebruik wenst te maken dient haar weigering, met opgave van alle redenen, ter kennis te brengen van het Internationale Bureau binnen de termijn voorgeschreven door de voor die Administratie toepasselijke wet en uiterlijk, met inachtneming van de letters b en c, vóór het verstrijken van een jaar te rekenen vanaf de datum waarop de in het eerste lid bedoelde kennisgeving van uitstrekking door het Internationale Bureau aan die Administratie is toegezonden.

b) Niettegenstaande letter a kan een overeenkomstsluitende Partij verklaren dat voor internationale inschrijvingen uit hoofde van dit Protocol de onder letter a genoemde termijn van een jaar wordt vervangen door 18 maanden.

c) Bedoelde verklaring kan ook aangeven dat, wanneer een weigering van bescherming het gevolg is van oppositie tegen het verlenen van bescherming, bedoelde weigering door de Administratie van genoemde overeenkomstsluitende Partij aan het Internationale Bureau ter kennis wordt gebracht na het verstrijken van de termijn van 18 maanden. Bedoelde Administratie kan met betrekking tot elke internationale inschrijving een weigering van bescherming ter kennis brengen na het verstrijken van de termijn van 18 maanden, maar slechts indien

(i) zij vóór het verstrijken van de termijn van 18 maanden het Internationale Bureau heeft ingelicht over de mogelijkheid dat oppositie wordt aangetekend na het verstrijken van de termijn van 18 maanden, en

(ii) de kennisgeving van de weigering op grond van oppositie plaatsvindt binnen een termijn van ten hoogste zeven maanden te rekenen vanaf de datum waarop de oppositietermijn aanvangt; indien de oppositietermijn verstrijkt vóór deze termijn van zeven maanden, dient de kennisgeving plaats te vinden binnen een termijn van een maand na het verstrijken van de oppositietermijn.

d) Een verklaring uit hoofde van de letters b of c kan worden afgelegd in de akten bedoeld in artikel 14, tweede lid, en de datum van vankrachtwording van de verklaring is dezelfde als de datum van

inwerkingtreding van dit Protocol ten aanzien van de Staat of de intergouvernementele organisatie die de verklaring heeft afgelegd. Een zodanige verklaring kan ook later worden afgelegd, in welk geval de verklaring van kracht wordt drie maanden nadat zij is ontvangen door de Directeur-Generaal van de Organisatie (hierna te noemen „de Directeur-Generaal”), of op een latere in de verklaring aangegeven datum, met betrekking tot een internationale inschrijving waarvan de datum dezelfde is als of later valt dan de datum van vankrachtwording van de verklaring.

e) Na het verstrijken van een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit Protocol bestudeert de Algemene Vergadering de werking van het bij de letters a tot en met d ingestelde stelsel. Daarna kunnen de bepalingen van genoemde letters worden gewijzigd bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Algemene Vergadering.

3. Het Internationale Bureau zendt onverwijld een van de exemplaren van de kennisgeving van de weigering toe aan de rechthebbende op de internationale inschrijving. Genoemde rechthebbende heeft dezelfde middelen van beroep als indien het merk door hem rechtstreeks was gedeponereerd bij de Administratie die haar weigering ter kennis heeft gebracht. Wanneer het Internationale Bureau inlichtingen heeft ontvangen uit hoofde van het tweede lid, letter c, punt i, zendt het genoemde inlichtingen onverwijld toe aan de rechthebbende op de internationale inschrijving.

4. De redenen van een weigering van een merk worden door het Internationale Bureau medegedeeld aan elke belanghebbende die zulks verzoekt.

5. Een Administratie die met betrekking tot een internationale inschrijving geen voorlopige of definitieve weigering ter kennis heeft gebracht van het Internationale Bureau in overeenstemming met het eerste en het tweede lid, verliest met betrekking tot die internationale inschrijving het recht als bedoeld in het eerste lid.

6. De nietigverklaring van een internationale inschrijving door de bevoegde autoriteiten van een overeenkomstsluitende Partij voor het grondgebied van die overeenkomstsluitende Partij kan niet worden uitgesproken zonder de rechthebbende op de internationale inschrijving tijdig in de gelegenheid te hebben gesteld zijn rechten te verdedigen. De nietigverklaring wordt ter kennis gebracht van het Internationale Bureau.

Artikel 5^{bis}*Bewijsstukken van de wettigheid van het gebruik van bepaalde bestanddelen van het merk*

Bewijsstukken van de wettigheid van het gebruik van bepaalde in een merk opgenomen bestanddelen als wapens, wapenschilden, portretten, eervolle onderscheidingen, titels, handelsnamen of namen van personen anders dan die van de aanvrager, of andere overeenkomstige vermeldingen, welke door de Administraties van de overeenkomstsluitende Partijen mochten worden gevorderd, zijn vrijgesteld van elke legalisatie, alsmede van elke andere waarmerking dan die door de Administratie van oorsprong.

Artikel 5^{1er}

*Afschriften van aantekeningen in het register;
Nieuwheidsonderzoeken;
Uittreksels uit het internationale register*

1. Het Internationale Bureau verstrekt aan een ieder die daartoe aanvraag doet, tegen een in het reglement van uitvoering vastgestelde taks, een afschrift van de aantekeningen in het internationale register met betrekking tot een bepaald merk.
2. Het Internationale Bureau kan zich ook tegen vergoeding belasten met een nieuwheidsonderzoek onder de merken die het voorwerp zijn van internationale inschrijvingen.
3. Uittreksels uit het internationale register die met het oog op hun overlegging in een der overeenkomstsluitende Partijen zijn aangevraagd, zijn vrijgesteld van elke legalisatie.

Artikel 6

*Geldigheidsduur van de internationale inschrijving;
Afhankelijkheid en onafhankelijkheid van de internationale inschrijving*

1. De inschrijving van een merk bij het Internationale Bureau geschiedt voor tien jaar, met de mogelijkheid tot verlenging onder de in artikel 7 genoemde voorwaarden.
2. Na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de internationale inschrijving wordt de inschrijving onafhankelijk van de basisaanvraag of de daaruit voortvloeiende inschrijving, dan wel van de basisinschrijving, naargelang het geval, met inachtneming van de volgende bepalingen.
3. De bescherming die voortvloeit uit de al dan niet overgedragen

internationale inschrijving kan niet meer worden ingeroepen indien vóór het verstrijken van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de internationale inschrijving, de basisaanvraag of de daaruit voortvloeiende inschrijving, dan wel de basisinschrijving, naargelang het geval, is ingetrokken of verlopen of het voorwerp is geweest van afstand of van een definitieve uitspraak van verwerping, herroeping, doorhaling of nietigverklaring, met betrekking tot alle of enkele waren en diensten die in de internationale inschrijving zijn vermeld. Hetzelfde geldt indien

- (i) een beroep tegen een uitspraak waarbij de rechtsgevolgen van de basisaanvraag worden geweigerd,
- (ii) een rechtsvordering tot intrekking van de basisaanvraag of herroeping, doorhaling of nietigverklaring van de uit de basisaanvraag voortvloeiende inschrijving, dan wel van de basisinschrijving, of
- (iii) oppositie tegen de basisaanvraag

na het verstrijken van de termijn van vijf jaar, leidt tot een definitieve uitspraak van verwerping, herroeping, doorhaling of nietigverklaring, of een definitieve uitspraak waarbij de intrekking wordt gelast, van de basisaanvraag, of de daaruit voortvloeiende inschrijving, dan wel de basisinschrijving, naargelang het geval, mits het beroep, de rechtsvordering of het verzet aanvang heeft genomen vóór het verstrijken van genoemde termijn. Hetzelfde geldt indien de basisaanvraag is ingetrokken of afstand is gedaan van de uit de basisaanvraag voortvloeiende inschrijving of van de basisinschrijving, na het verstrijken van de termijn van vijf jaar, mits genoemde aanvraag of inschrijving op het tijdstip van de intrekking of de afstand het voorwerp was van een onder de punten i, ii of iii genoemde procedure en bedoelde procedure aanvang heeft genomen vóór het verstrijken van genoemde termijn.

4. De Administratie van oorsprong brengt, zoals voorgeschreven in het reglement van uitvoering, de krachtens het derde lid ter zake dienende feiten en uitspraken ter kennis van het Internationale Bureau en het Internationale Bureau stelt, zoals voorgeschreven in het reglement van uitvoering, de belanghebbenden in kennis en verricht dienovereenkomstig alle openbaarmakingen. De Administratie van oorsprong verzoekt, indien van toepassing, het Internationale Bureau de internationale inschrijving, voor zover noodzakelijk, door te halen en het Internationale Bureau handelt dienovereenkomstig.

Artikel 7

Verlenging van de internationale inschrijving

1. Een internationale inschrijving kan worden verlengd door een termijn van tien jaar te rekenen vanaf het tijdstip waarop de voorgaan-

de termijn afloopt, enkel door het storten van het basisemolument en, met inachtneming van artikel 8, zevende lid, van een extra emolument en een aanvullingsemolument als bedoeld in artikel 8, tweede lid.

2. Verlenging mag generlei wijziging in de internationale inschrijving in haar laatste vorm met zich meebrengen.

3. Zes maanden vóór het verstrijken van de termijn van bescherming herinnert het Internationale Bureau, door het toezenden van een officieus bericht, de rechthebbende op de internationale inschrijving en zijn eventuele gemachtigde aan de exacte datum waarop de termijn verstrijkt.

4. Door storting van een bij het reglement van uitvoering vastgestelde extra taks kan voor de verlenging van de internationale inschrijving een termijn van uitstel van zes maanden worden verleend.

Artikel 8

Emolumenten voor de internationale aanvraag en inschrijving

1. De Administratie van oorsprong kan naar eigen goeddunken een taks vaststellen en te haren voordele innen, die zij van de aanvrager van de internationale inschrijving of van de rechthebbende op de internationale inschrijving kan vorderen in verband met de indiening van de internationale aanvraag of de verlenging van de internationale inschrijving.

2. De inschrijving van een merk bij het Internationale Bureau is afhankelijk van de voorafgaande betaling van een internationaal emolument dat, met inachtneming van de bepalingen van het zevende lid, letter a, omvat:

- (i) een basisemolument;
- (ii) een extra emolument voor de vierde en elke volgende klasse van de internationale classificatie waarin de waren en diensten waarop het merk betrekking heeft, is ingedeeld;
- (iii) een aanvullingsemolument voor ieder verzoek tot uitstrekking van de bescherming uit hoofde van artikel 3^{ter}.

3. Het extra emolument genoemd in het tweede lid, punt ii, kan evenwel, zonder dat zulks ten nadele strekt van de datum van inschrijving, worden betaald binnen een door het reglement van uitvoering vastgestelde termijn indien het aantal klassen van waren of diensten is vastgesteld of wordt betwist door het Internationale Bureau. Indien na het verstrijken van genoemde termijn het extra emolument niet is betaald of de lijst van waren of diensten niet in de vereiste mate door de aanvrager is beperkt, wordt de internationale aanvraag als vervallen beschouwd.

4. De jaarlijkse opbrengst van de verschillende ontvangsten voor

de internationale inschrijving, met uitzondering van de in het tweede lid, punten ii en iii, genoemde, worden in gelijke delen onder de overeenkomstsluitende Partijen verdeeld door het Internationale Bureau, na aftrek van de kosten en lasten gemoed met de uitvoering van dit Protocol.

5. Het totaalbedrag van de in het tweede lid, punt ii, bedoelde extra emolumenten wordt aan het einde van elk jaar onder de betrokken overeenkomstsluitende Partijen verdeeld naar evenredigheid van het aantal merken waarvoor in elk van die Partijen in dat jaar bescherming is aangevraagd, waarbij dit aantal, wat betreft de overeenkomstsluitende Partijen die een vooronderzoek kennen, met een door het reglement van uitvoering te bepalen coëfficiënt wordt vermenigvuldigd.

6. Het totaalbedrag van de in het tweede lid, punt iii, bedoelde aanvullingsemolumenten wordt verdeeld volgens dezelfde regels als bepaald in het vijfde lid.

7. a) Een overeenkomstsluitende Partij kan verklaren dat zij, in verband met elke internationale inschrijving waarin zij is vermeld uit hoofde van artikel 3^{ter} en in verband met de verlenging van elke zodanige internationale inschrijving, in plaats van een aandeel in de opbrengst van het extra emolument en het aanvullingsemolument, een emolument (hierna te noemen „het individuele emolument”) wenst te ontvangen, waarvan het bedrag wordt vermeld in de verklaring en dat kan worden gewijzigd in latere verklaringen, maar dat niet hoger mag zijn dan het bedrag dat de Administratie van genoemde overeenkomstsluitende Partij gerechtigd zou zijn om te ontvangen van een aanvrager voor een inschrijving van tien jaar, dan wel van de rechthebbende op een inschrijving voor de verlenging met tien jaar van die inschrijving, van het merk in het register van genoemde Administratie, waarbij bedoeld bedrag wordt verminderd met de besparingen voortvloeiende uit de internationale procedure. Wanneer een zodanig individueel emolument verschuldigd is,

- (i) zijn geen extra emolumenten als bedoeld in het tweede lid, punt ii, verschuldigd indien uit hoofde van artikel 3^{ter} slechts overeenkomstsluitende Partijen zijn vermeld die een verklaring uit hoofde van dit lid hebben afgelegd, en
- (ii) zijn geen aanvullingsemolumenten als bedoeld in het tweede lid, punt iii, verschuldigd ten aanzien van een overeenkomstsluitende Partij die een verklaring heeft afgelegd uit hoofde van dit lid.

b) Een verklaring uit hoofde van dit lid, letter a, kan worden afgelegd in de akten bedoeld in artikel 14, tweede lid, en de datum van vankrachtwording van de verklaring is dezelfde als de datum van inwerkingtreding van dit Protocol ten aanzien van de Staat of de intergouvernementele organisatie die de verklaring heeft afgelegd.

Een zodanige verklaring kan ook later worden afgelegd, in welk geval de verklaring van kracht wordt drie maanden nadat zij is ontvangen door de Directeur-Generaal, of op een latere in de verklaring aangegeven datum, met betrekking tot een internationale inschrijving waarvan de datum dezelfde is als of later valt dan de datum van vankrachtwording van de verklaring.

Artikel 9

Aantekening van wijzigingen in de eigendom van een internationale inschrijving

Op verzoek van de persoon ten name van wie de internationale inschrijving is geschied, of op verzoek van een belanghebbende Administratie, die dit verzoek ambtshalve doet, of op verzoek van een belanghebbende, houdt het Internationale Bureau in het internationale register aantekening van elke wijziging in de eigendom van die inschrijving ten aanzien van alle of enkele overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied waarvan genoemde inschrijving van kracht is en met betrekking tot alle of enkele waren en diensten die in de inschrijving zijn vermeld, mits de nieuwe rechthebbende een persoon is die krachtens artikel 2, eerste lid, gerechtigd is internationale aanvragen in te dienen.

Artikel 9^{bis}

Aantekening van bepaalde aangelegenheden betreffende een internationale inschrijving

Het Internationale Bureau houdt in het internationale register aantekening van

- (i) elke naams- of adreswijziging van de rechthebbende op de internationale inschrijving,
- (ii) de aanwijzing van een gemachtigde van de rechthebbende op de internationale inschrijving en elk ander ter zake dienend feit betreffende de gemachtigde,
- (iii) elke beperking met betrekking tot alle of enkele overeenkomstsluitende Partijen van de waren en diensten vermeld in de internationale inschrijving,
- (iv) elke afstand, doorhaling of nietigverklaring van de internationale inschrijving ten aanzien van alle of enkele overeenkomstsluitende Partijen,
- (v) elk ander ter zake dienend feit, genoemd in het reglement van uitvoering, betreffende de rechten op een merk dat het voorwerp is van een internationale inschrijving.

Artikel 9^{ter}*Taksen voor bepaalde aantekeningen*

Voor elke aantekening uit hoofde van artikel 9 of artikel 9^{bis} kan een taks worden geheven.

Artikel 9^{quater}*Gemeenschappelijke administratie van meerdere overeenkomstsluitende Staten*

1. Indien meerdere overeenkomstsluitende Staten overeenkomen over te gaan tot de eenmaking van hun nationale wetgeving inzake merken, kunnen zij ter kennis van de Directeur-Generaal brengen

- (i) dat een gemeenschappelijke Administratie de plaats inneemt van de Administratie van elk van hen, en
- (ii) dat voor de toepassing van alle of een gedeelte van de bepalingen voorafgaande aan dit artikel, alsmede de bepalingen van de artikelen 9^{quinquies} en 9^{sexies}, het geheel van hun onderscheiden grondgebieden moet worden beschouwd als één enkele Staat.

2. Deze kennisgeving wordt van kracht drie maanden na de datum van mededeling daarvan door de Directeur-Generaal aan de andere overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 9^{quinquies}*Omzetting van een internationale inschrijving in nationale of regionale aanvragen*

Wanneer, indien de internationale inschrijving op verzoek van de Administratie van oorsprong uit hoofde van artikel 6, vierde lid, met betrekking tot alle of enkele waren en diensten vermeld in genoemde inschrijving wordt doorgehaald, de persoon die de rechthebbende op de internationale inschrijving was, een aanvraag om inschrijving van hetzelfde merk indient bij de Administratie van een van de overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied waarvan de internationale inschrijving rechtsgeldigheid had, wordt die aanvraag behandeld alsof deze was ingediend op de datum van de internationale inschrijving overeenkomstig artikel 3, vierde lid, of op de datum van de aantekening van de territoriale uitstrekking overeenkomstig artikel 3^{ter}, tweede lid, en geniet indien de internationale inschrijving voorrang genoot, dezelfde voorrang, mits

- (i) bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen drie maanden na de datum waarop de internationale inschrijving werd doorgehaald,

- (ii) de in de aanvraag vermelde waren en diensten in feite worden gedekt door de lijst van waren en diensten vervat in de internationale inschrijving ten aanzien van de betrokken overeenkomstsluitende Partij, en
- (iii) bedoelde aanvraag voldoet aan alle vereisten van de toepasselijke wet, met inbegrip van de vereisten betreffende taksen.

Artikel 9^{sexies}

Bescherming van de Schikking van Madrid (Stockholm)

1. Wanneer met betrekking tot een bepaalde internationale aanvraag of een bepaalde internationale inschrijving de Administratie van oorsprong de Administratie is van een Staat die Partij is bij zowel dit Protocol als de Schikking van Madrid (Stockholm), hebben de bepalingen van dit Protocol geen rechtsgevolgen op het grondgebied van een andere Staat die ook Partij is bij zowel dit Protocol als de Schikking van Madrid (Stockholm).

2. De Algemene Vergadering kan met een meerderheid van drie vierde het eerste lid herroepen, of de werkingssfeer van het eerste lid beperken, na het verstrijken van een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit Protocol, maar niet vóór het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de datum waarop de meerderheid van de landen die Partij zijn bij de Schikking van Madrid (Stockholm) Partij bij dit Protocol zijn geworden. Slechts de Staten die bij zowel genoemde Schikking als dit Protocol Partij zijn, hebben het recht aan de stemming in de Algemene Vergadering deel te nemen.

Artikel 10

De Algemene Vergadering

1. a) De overeenkomstsluitende Partijen zijn lid van dezelfde Algemene Vergadering als de landen die Partij zijn bij de Schikking van Madrid (Stockholm).

b) Elke overeenkomstsluitende Partij in die Algemene Vergadering wordt vertegenwoordigd door één afgevaardigde, die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

c) De door elke delegatie gemaakte kosten worden gedragen door de overeenkomstsluitende Partij die haar heeft aangewezen, met uitzondering van de reis- en verblijfkosten voor één afgevaardigde van elke overeenkomstsluitende Partij, die ten laste van de Unie komen.

2. De Algemene Vergadering heeft, naast haar taken uit hoofde van de Schikking van Madrid, tot taak:

- (i) alle vraagstukken in behandeling te nemen betreffende de uitvoering van dit Protocol;
- (ii) richtlijnen aan het Internationale Bureau te verstrekken betreffende de voorbereiding van conferenties tot herziening van dit Protocol, hierbij deugdelijk rekening houdende met de opmerkingen van de landen van de Unie die geen Partij bij dit Protocol zijn;
- (iii) haar goedkeuring te hechten aan en de bepalingen te wijzigen van het reglement van uitvoering betreffende de uitvoering van dit Protocol;
- (iv) alle andere taken te verrichten die dienstig zijn uit hoofde van dit Protocol.

3. a) Elke overeenkomstsluitende Partij brengt één stem uit in de Algemene Vergadering. Aangaande vraagstukken die slechts landen betreffen die Partij zijn bij de Schikking van Madrid (Stockholm), hebben overeenkomstsluitende Partijen die geen Partij zijn bij genoemde Schikking geen stemrecht, terwijl aangaande vraagstukken die alleen overeenkomstsluitende Partijen betreffen, slechts laatstgenoemde Partijen stemrecht hebben.

b) Het quorum voor de stemming over een bepaald vraagstuk wordt gevormd door de helft van de leden van de Algemene Vergadering die stemrecht hebben aangaande dat vraagstuk.

c) Niettegenstaande het onder letter b bepaalde kunnen, indien gedurende een zitting het aantal vertegenwoordigde leden van de Algemene Vergadering die stemrecht hebben aangaande een bepaald vraagstuk kleiner is dan de helft, maar gelijk aan of groter dan een derde van de leden van de Algemene Vergadering die stemrecht hebben aangaande dat vraagstuk, door de Algemene Vergadering besluiten worden genomen, maar zodanige besluiten, met uitzondering van besluiten betreffende haar eigen procedure, worden eerst van kracht indien aan de hierna vermelde voorwaarden is voldaan. Het Internationale Bureau deelt bedoelde besluiten mede aan de niet-vertegenwoordigde leden van de Algemene Vergadering die stemrecht hebben aangaande het bedoelde vraagstuk en nodigt hen uit schriftelijk hun stem uit te brengen of hun onthouding kenbaar te maken binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum van die mededeling. Indien na het verstrijken van die termijn het aantal leden die aldus hun stem hebben uitgebracht of hun onthouding kenbaar hebben gemaakt ten minste gelijk is aan het aantal leden dat gedurende de zitting ontbrak om het quorum te bereiken, worden bedoelde besluiten van kracht, mits tezelfdertijd dezelfde meerderheid wordt bereikt.

d) Behoudens de bepalingen van de artikelen 5, tweede lid, letter e, 9^{scxies}, tweede lid, 12 en 13, tweede lid, worden de besluiten van de Algemene Vergadering genomen met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen.

- e) Onthoudingen gelden niet als stem.
- f) Een afgevaardigde kan slechts één lid van de Algemene Vergadering vertegenwoordigen en slechts namens dat lid zijn stem uitbrengen.

4. Naast bijeenkomsten in gewone zitting en buitengewone zitting als bedoeld in de Schikking van Madrid (Stockholm) kan de Algemene Vergadering in buitengewone zitting bijeenkomen op uitnodiging van de Directeur-Generaal, op verzoek van een vierde van de leden van de Algemene Vergadering die stemrecht hebben aangaande de vraagstukken die zijn voorgesteld voor de agenda van de zitting. De agenda van een zodanige buitengewone zitting wordt opgesteld door de Directeur-Generaal.

Artikel 11

Het Internationale Bureau

1. De internationale inschrijving en daarmee verband houdende taken, alsmede alle andere administratieve taken, uit hoofde van of betreffende dit Protocol, worden verricht door het Internationale Bureau.

2. a) Het Internationale Bureau bereidt overeenkomstig de richtlijnen van de Algemene Vergadering de conferenties tot herziening van dit Protocol voor.

b) Het Internationale Bureau kan over de voorbereidingen van zodanige herzieningsconferenties overleg plegen met intergouvernementele en internationale niet-gouvernementele organisaties.

c) De Directeur-Generaal en door hem aangewezen personen nemen, zonder stemrecht, deel aan de besprekingen op zodanige herzieningsconferenties.

3. Het Internationale Bureau voert alle overige in verband met dit Protocol aan hem opgedragen taken uit.

Artikel 12

Financiën

Wat de overeenkomstsluitende Partijen betreft, worden de financiën van de Unie beheerst door dezelfde bepalingen als die welke zijn vervat in artikel 12 van de Schikking van Madrid (Stockholm), met dien verstande dat elke verwijzing naar artikel 8 van genoemde schikking dient te worden beschouwd als een verwijzing naar artikel 8 van dit Protocol. Voorts worden voor de toepassing van artikel 12, zesde lid, letter b, overeenkomstsluitende Organisaties geacht te behoren tot bijdrageklasse I (één) krachtens het Verdrag van Parijs tot

bescherming van de industriële eigendom, behoudens een met eenparigheid van stemmen door de Algemene Vergadering genomen andersluidend besluit.

Artikel 13

Wijziging van bepaalde artikelen van het Protocol

1. Voorstellen tot wijziging van de artikelen 10, 11 en 12 en van dit artikel kunnen worden ingediend door elke overeenkomstsluitende Partij of door de Directeur-Generaal. Deze voorstellen worden ten minste zes maanden voordat zij door de Algemene Vergadering worden bestudeerd, door de Directeur-Generaal aan de overeenkomstsluitende Partijen medegedeeld.

2. Wijzigingen op de in het eerste lid genoemde artikelen worden door de Algemene Vergadering aangenomen. Voor aanneming is drie vierde van de uitgebrachte stemmen vereist, met dien verstande dat voor elke wijziging op artikel 10 en op dit lid vier vijfde van de uitgebrachte stemmen is vereist.

3. Elke wijziging op de in het eerste lid genoemde artikelen wordt van kracht één maand na ontvangst door de Directeur-Generaal van de schriftelijke kennisgevingen van aanvaarding overeenkomstig hun onderscheiden constitutionele procedures, van drie vierde van de Staten en intergouvernementele organisaties die op het tijdstip waarop de wijziging werd aangenomen, lid waren van de Algemene Vergadering en ter zake stemrecht hadden. Een aldus aanvaarde wijziging op genoemde artikelen bindt alle Staten en intergouvernementele organisaties die overeenkomstsluitende Partij zijn op het tijdstip waarop de wijziging van kracht wordt of die op een latere datum overeenkomstsluitende Partij worden.

Artikel 14

Partijen bij dit Protocol; Inwerkingtreding

1. a) Elke Staat die Partij is bij het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom kan Partij bij dit Protocol worden.

b) Voorts kan ook elke intergouvernementele organisatie Partij bij dit Protocol worden wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- (i) ten minste één van de lidstaten van die organisatie is Partij bij het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom;
- (ii) die organisatie heeft een regionale Administratie ten behoeve van de inschrijving van merken met rechtsgeldigheid op het

grondgebied van de organisatie, met dien verstande dat bedoelde Administratie niet het voorwerp is van een kennisgeving uit hoofde van artikel 9^{quater}.

2. Elke in het eerste lid genoemde Staat of organisatie kan dit Protocol ondertekenen. Deze Staat of organisatie kan, indien hij of zij dit Protocol heeft ondertekend, een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Protocol neerleggen, dan wel, indien hij of zij dit Protocol niet heeft ondertekend, een akte van toetreding tot dit Protocol nederleggen.

3. De in het tweede lid genoemde akten worden nedergelegd bij de Directeur-Generaal.

4. a) Dit Protocol treedt in werking drie maanden nadat vier akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding zijn nedergelegd, met dien verstande dat ten minste één van deze akten is nedergelegd door een land dat Partij is bij de Schikking van Madrid (Stockholm) en dat ten minste één andere van deze akten is nedergelegd door een Staat die geen Partij is bij de Schikking van Madrid (Stockholm), dan wel door één van de in het eerste lid, letter b, genoemde organisaties.

b) Ten aanzien van elke andere Staat of organisatie genoemd in het eerste lid treedt dit Protocol in werking drie maanden na de datum waarop de bekrachtiging, aanvaarding, of goedkeuring daarvan, of de toetreding daartoe, door de Directeur-Generaal is medegedeeld.

5. Elke in het eerste lid genoemde Staat of organisatie kan bij de nederlegging van zijn of haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van, of toetreding tot, dit Protocol verklaren dat de bescherming voortvloeiende uit een internationale inschrijving uit hoofde van dit Protocol vóór de datum van inwerkingtreding van dit Protocol ten aanzien van die Staat of organisatie, niet tot zijn of haar grondgebied kan worden uitgestrekt.

Artikel 15

Opzegging

1. Dit Protocol blijft voor onbepaalde tijd van kracht.
2. Elke overeenkomstsluitende Partij kan dit Protocol opzeggen door kennisgeving aan de Directeur-Generaal.
3. De opzegging wordt van kracht één jaar na de dag waarop de Directeur-Generaal de kennisgeving heeft ontvangen.
4. De in dit artikel bedoelde bevoegdheid tot opzegging kan door een overeenkomstsluitende Partij eerst worden uitgeoefend na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de datum

waarop dit Protocol ten aanzien van die overeenkomstsluitende Partij in werking is getreden.

5. a) Wanneer een merk het voorwerp is van een internationale inschrijving die rechtsgeldigheid heeft in de opzeggende Staat of intergouvernementele organisatie op de datum waarop de opzegging van kracht wordt, kan de rechthebbende op bedoelde inschrijving een aanvraag om inschrijving van hetzelfde merk indienen bij de Administratie van de opzeggende Staat of intergouvernementele organisatie, welke wordt behandeld alsof deze was ingediend op de datum van de internationale inschrijving overeenkomstig artikel 3, vierde lid, of op de datum van aantekening van de territoriale uitstrekkings overeenkomstig artikel 3^o, tweede lid, en welke, indien de internationale inschrijving voorrang genoot, dezelfde voorrang geniet, mits

- (i) bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen twee jaar te rekenen vanaf de datum waarop de opzegging van kracht werd,
- (ii) de in de aanvraag vermelde waren en diensten in feite worden gedekt door de lijst van waren en diensten vervat in de internationale inschrijving ten aanzien van de opzeggende Staat of intergouvernementele organisaties, en
- (iii) bedoelde aanvraag voldoet aan alle vereisten van de toepasselijke wet, met inbegrip van de vereisten betreffende taken.

b) De bepalingen van letter a zijn ook van toepassing met betrekking tot een merk dat het voorwerp is van een internationale inschrijving die rechtsgeldigheid heeft in andere overeenkomstsluitende Partijen dan de opzeggende Staat of intergouvernementele organisatie op de datum waarop de opzegging van kracht wordt en waarvan de rechthebbende vanwege de opzegging niet meer gerechtigd is internationale aanvragen in te dienen uit hoofde van artikel 2, eerste lid.

Artikel 16

Ondertekening; talen; taken van de depositaris

1. a) Dit Protocol wordt ondertekend in één enkel exemplaar in de Engelse, de Franse en de Spaanse taal en wordt nedergelegd bij de Directeur-Generaal wanneer het niet meer voor ondertekening openstaat te Madrid. De teksten in de drie talen zijn gelijkelijk authentiek.

b) Na raadpleging van de betrokken Regeringen en organisaties worden door de Directeur-Generaal officiële teksten van dit Protocol vastgesteld in de Arabische, de Chinese, de Duitse, de Italiaanse, de Japanse, de Portugese en de Russische taal, en in de andere door de Algemene Vergadering aan te wijzen talen.

2. Dit Protocol staat open voor ondertekening te Madrid tot en met 31 december 1989.

3. De Directeur-Generaal doet twee door de Regering van Spanje voor eensluidend gewaarmerkte exemplaren van de ondertekende tekst van dit Protocol toekomen aan alle Staten en intergouvernementele organisaties die Partij bij dit Protocol kunnen worden.

4. De Directeur-Generaal doet dit Protocol registreren bij het Secretariaat van de Verenigde Naties.

5. De Directeur-Generaal stelt alle Staten en internationale organisaties die Partij bij dit Protocol kunnen worden of zijn in kennis van ondertekeningen, nederleggingen van akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, de inwerkingtreding van dit Protocol en elke wijziging daarop, elke kennisgeving van opzegging en elke verklaring voorzien in dit Protocol.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 38 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Protocol kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Protocol is voorzien in artikel 14, tweede lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 14, vierde lid, letter a, in werking treden drie maanden na de nederlegging van vier akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, mits tenminste één van deze akten is nedergelegd door een land dat partij is bij de Schikking van Madrid (Stockholm) en tenminste één andere van deze akten is nedergelegd door een Staat die niet Partij is bij de Schikking van Madrid (Stockholm) of door een der organisaties bedoeld in het eerste lid, letter b.

J. GEGEVENS

De tekst van het Protocol is op 27 juni 1989 tijdens een van 12 tot en met 28 juni 1989 te Madrid gehouden diplomatieke Conferentie aangenomen. Het Protocol stond van 28 juni tot 31 december 1989 te Madrid open voor ondertekening.

Van de op 14 juni 1967 te Stockholm herziene Schikking van

Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken, bij welke Schikking het onderhavige Protocol behoort, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1969, 143 en de vertaling in *Trb.* 1970, 186; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1989, 54.

Van de op 15 juni 1957 te Nice tot stand gekomen Overeenkomst betreffende de internationale classificatie van waren en diensten voor den inschrijving van merken, naar welke Overeenkomst in artikel 3, tweede lid, van het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn tekst en vertaling, zoals herzien te Genève op 13 mei 1977, geplaatst in *Trb.* 1978, 60; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1989, 55.

Van het op het op 20 maart 1983 te Parijs tot stand gekomen Verdrag tot bescherming van de industriële eigendom, naar welk Verdrag onder meer in artikel 4, tweede lid, van het onderhavige Protocol wordt verwezen, is de tekst, zoals herzien op 14 juli 1967 te Stockholm, geplaatst in *Trb.* 1969, 144 en de vertaling in *Trb.* 1970, 187; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1988, 22.

Uitgegeven de *vijftiende* maart 1990.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK